

# **La criminalité porte un nom : L'immigration démesurée**



## **Document stratégique de l'Union démocratique du centre UDC sur la criminalité et la sécurité**

13 août 2019

## Table des matières

<b>1. Aperçu.....</b>	<b>3</b>
1.1. Les statistiques sont parfaitement claires .....	3
1.2. Exigences de l'UDC .....	13
<b>2. La criminalité porte un nom : immigration démesurée .....</b>	<b>14</b>
2.1. La Suisse est devenue la Mecque des criminels étrangers .....	14
2.2. Les atteintes à l'intégrité sexuelle des femmes augmentent – une violence largement importée selon les statistiques.....	16
2.3. Halte aux cambriolages et escroqueries commis par des clans.....	17
2.4. La défaillance de la politique et de la justice encourage la violence et les menaces contre agents de police, ambulanciers, etc.....	18
2.5. Intervenir plus sévèrement contre les jeunes criminels et les retirer de la rue	19
2.6. Expulser immédiatement et pour toujours les islamistes et terroristes .....	20
3.1. Plus de sévérité à l'égard des criminels .....	21
3.2. Supprimer les ridicules peines (pécuniaires) et rabais de peine – renoncer aux peines pécuniaires avec sursis .....	22
3.3. Tolérance zéro à l'égard des excès de violence qui se multiplient .....	25
3.4. Combattre rigoureusement la pédophilie et les mariages d'enfants.....	26
3.6. Appliquer l'initiative sur le renvoi – mettre un terme aux activités des criminels et des bandes de passeurs.....	27

## 1. Aperçu

La Suisse était autrefois un des pays les plus sûrs du monde. Une politique laxiste, une application molle des lois en vigueur et l'ouverture des frontières à la suite de l'adhésion à l'"Espace Schengen" ont eu pour effet que notre pays compte aujourd'hui parmi les Etats à criminalité élevée. Il faut absolument éviter que la Suisse devienne un eldorado des criminels de tous bords. La politique doit enfin veiller à ce que les délits soient sanctionnés par des peines sévères et que les lois soient rigoureusement appliquées.

La Suisse doit à nouveau contrôler ses frontières comme avant son entrée dans l'Espace Schengen. Un pays qui ouvre ses frontières sans aucun contrôle et qui n'a plus le droit d'effectuer des vérifications systématiques aux frontières abandonne un élément essentiel de sa souveraineté et met en danger sa sécurité.

La sécurité est une condition indispensable à la liberté, l'indépendance et la prospérité. A condition de retrouver sa pugnacité, l'armée de milice répond idéalement aux besoins de sécurité à une époque marquée par un renversement des rapports de force. La Suisse est entourée de partenaires affaiblis dont elle ne peut guère attendre d'aide dans une situation critique. D'un autre côté, la sécurité de ses axes de transit par les Alpes est vitale pour tout le continent. La contribution de la Suisse neutre à la sécurité mondiale consiste donc à veiller à la sécurité sur son propre territoire ainsi que dans son espace aérien et cybernétique. Pays riche, la Suisse a le devoir de protéger par ses propres moyens son infrastructure extrêmement développée, donc vulnérable.

### 1.1. Les statistiques sont parfaitement claires

L'UDC se bat depuis plus de cent ans pour la liberté et la sécurité des Suissesses et des Suisses. Il s'agit-là d'une tâche clé de notre système étatique. Nous attendons de notre Etat de droit qu'il veille à la sécurité à l'intérieur du pays et vers l'extérieur afin que chacune et chacun puissent s'épanouir dans la paix et dans la liberté. Or, l'Etat a aujourd'hui tendance à s'occuper de tout et de n'importe quoi, mais néglige son devoir principal : la sauvegarde des droits de la liberté du peuple et la protection des femmes et des hommes contre le crime et les criminels.

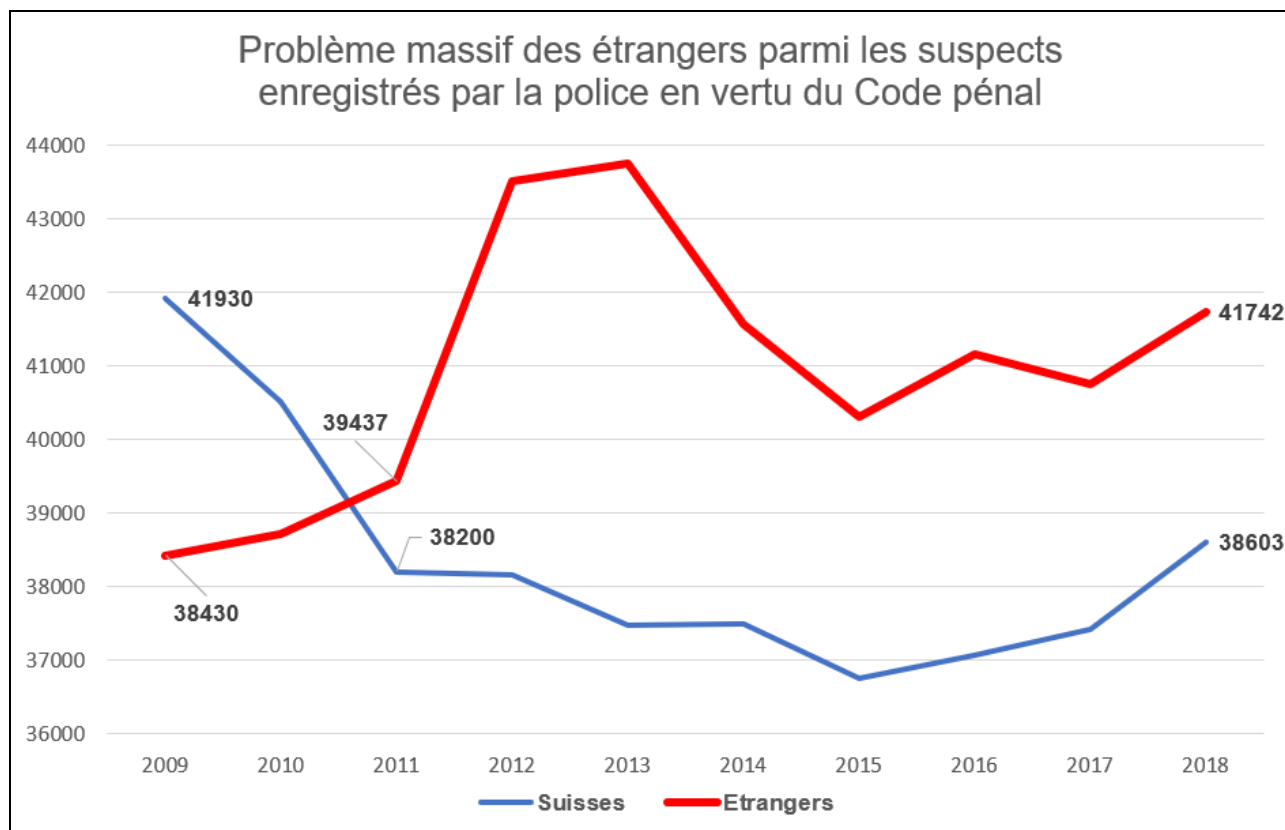
Les chiffres de la **statistique criminelle de 2018** sont éloquentes : 432'754 violations du code pénal, 76'308 violations de la loi sur les stupéfiants et 38'405 violations de la loi concernant les étrangers ont été enregistrées. Le nombre de ressortissants étrangers inculpés a augmenté de 4%.<sup>1</sup> 128'621 vols ont été recensés en 2018 en Suisse, mais le taux d'élucidation n'est que de 23,9%.<sup>2</sup> Cette situation se répercute directement sur le sentiment de sécurité des citoyennes et des citoyens. Nombre d'entre eux ne se sentent plus en sécurité dans leur pays. Des personnes âgées, mais aussi des femmes n'osent plus sortir dans la rue le soir. Des jeunes femmes subissent des attouchements, des menaces, voire sont victimes d'agressions sexuelles sur la voie publique.

---

<sup>1</sup> Statistique policière criminelle, rapport annuel 2018, OFS, p. 7 s.

<sup>2</sup> Statistique policière criminelle, rapport annuel 2018, OFS, p. 47

Notre système pénal présente de nombreux points faibles. Les tribunaux prononcent des peines trop douces, notamment pour des crimes violents. Un trop grand nombre de juges n'exploitent pas pleinement la marge pénale qui leur est donnée. Des jugements excessivement cléments et une exécution laxiste des décisions enlève tout effet dissuasif à la justice pénale. De surcroît, l'immigration de masse et une mauvaise politique d'asile font affluer en Suisse des individus dont l'identité est souvent impossible à vérifier.



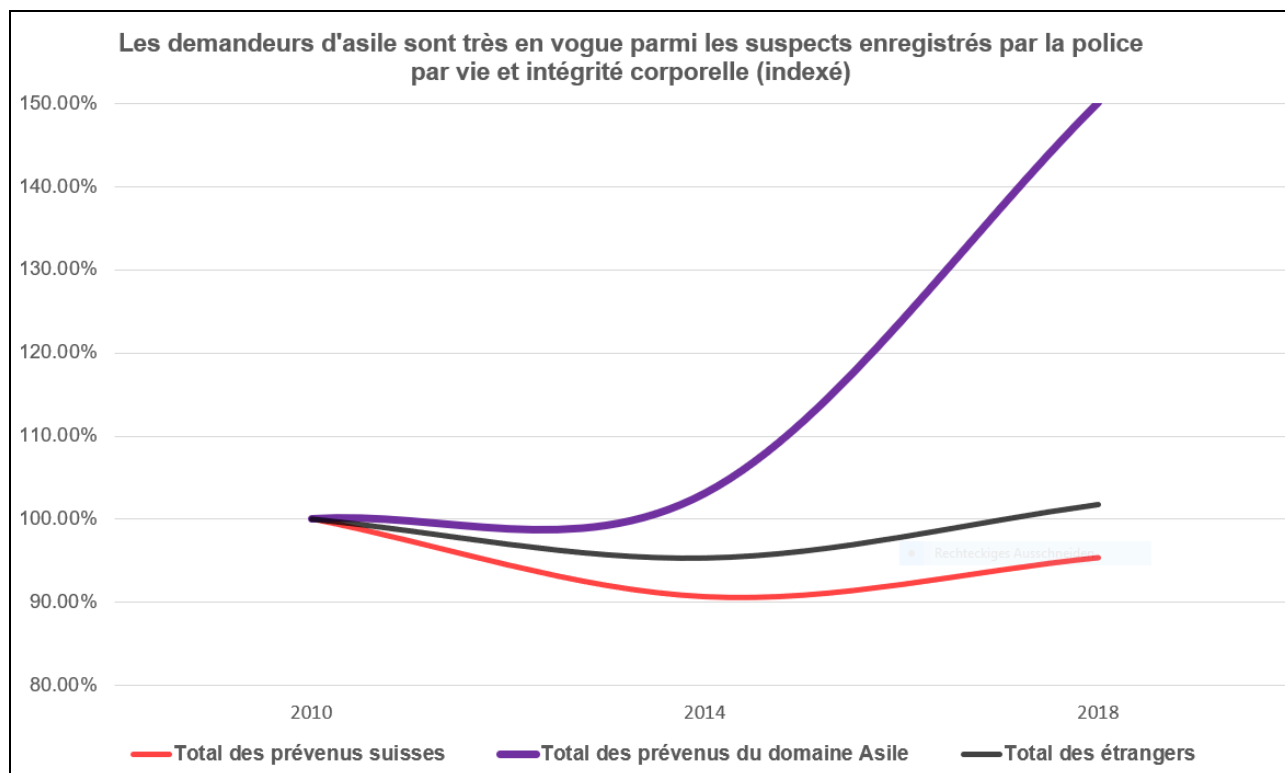
<sup>3</sup> STAT-TAB – tableaux interactifs (OFS), personnes inculpées selon le Code pénal enregistrés par la police

Compte tenu du fait que la majorité des crimes violents sont aujourd'hui commis par des étrangers, l'UDC a eu la réaction qui s'impose logiquement, à savoir le lancement de l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels qui a été approuvée par le souverain helvétique en 2010. En vertu de cet article constitutionnel, les criminels étrangers doivent obligatoirement quitter la Suisse s'ils ont été condamnés pour un des actes pénaux figurant aux art. 66a et suivants du Code pénal suisse. La justice a cependant beaucoup de mal à respecter cette règle. Il semble que les juges suisses aient besoin de lignes directrices plus claires pour l'application du droit. L'UDC a donc déposé une initiative parlementaire demandant que les 66a et suivants du CPS soient complétés de manière à ce que la règle du renvoi obligatoire s'applique également aux ressortissants criminels de l'UE. Dans une deuxième initiative parlementaire, l'UDC demande la suppression de ladite clause de rigueur ajoutée par le Parlement<sup>4</sup>. Les deux initiatives ont été rejetées par la majorité de

<sup>3</sup> En raison des différents modes de recensement, les données historiques ne sont pas toutes comparables, de sorte que la période est malheureusement courte ; STAT-TAB – tableaux interactifs (OFS), inculpés selon le Code pénal enregistrés par la police selon le délit, le canton, la catégorie de séjour, le sexe, l'âge et l'année, consultables à l'adresse <http://www.pxweb.bfs.admin.ch/sq/b3988978-0e80-412f-b157-5a45c623d642>

<sup>4</sup> In. parl. Vogt. 17.500 Appliquer l'initiative sur le renvoi également aux ressortissants de l'UE; in. parl. Rutz. 18.425 Pour une application rigoureuse du droit pénal. Suppression de la clause qui protège les auteurs d'une infraction passible de l'expulsion.

centre gauche du Parlement. De toute évidence, la sécurité des citoyennes et des citoyens ne joue qu'un rôle secondaire aux yeux de ces milieux politiques.



<sup>5</sup> Office fédéral de la statistique, inculpés selon le Code pénal enregistrés par la police selon le délit, la catégorie de séjour et l'année.

**Le tableau est indexé, ce qui signifie que le changement en pour cent depuis 2010 est à chaque fois indiqué.**

**Le nombre de requérants d'asile inculpés par la police pour des délits contre l'intégrité physique et la vie a passé de 617 à 926 entre 2010 et 2018, ce qui équivaut à une augmentation de 50% en moins de 10 ans. Dans ce même groupe de délits, le nombre d'inculpés suisses a reculé d'environ 5%.**

## Naturalisation

La loi sur la nationalité suisse doit être modifiée afin que les individus criminels naturalisés et disposant d'une double nationalité puisse être plus facilement privés de leur nationalité suisse. Une personne qui tombe dans la criminalité peu après sa naturalisation ne doit plus pouvoir arguer de sa "nouvelle nationalité" pour éviter d'être expulsé. Il s'agit là d'un dysfonctionnement évident qui doit être corrigé. L'introduction d'une "naturalisation à l'essai" constituerait une solution utile. Celles et ceux qui respectent le droit n'ont rien à craindre. En revanche, les individus qui ont commis un acte pénal, soit en particulier un crime violent, ne doivent pas pouvoir compter sur leur naturalisation pour échapper à une mesure d'expulsion. La révocation de la nationalité suisse doit être possible si l'acte pénal

<sup>5</sup> STAT-TAB – tableaux interactifs (OFS), inculpés selon le Code pénal enregistrés par la police selon le délit, le canton, la catégorie de séjour, le sexe, l'âge et l'année, consultables à l'adresse <http://www.pxweb.bfs.admin.ch/sq/b3988978-0e80-412f-b157-5a45c623d642>

a été commis dans les cinq années suivant la naturalisation et/ou, dans le cas de jeunes délinquants naturalisés, si le délit a été commis durant les cinq premières années après l'âge de la majorité.

### **Harmonisation des peines**

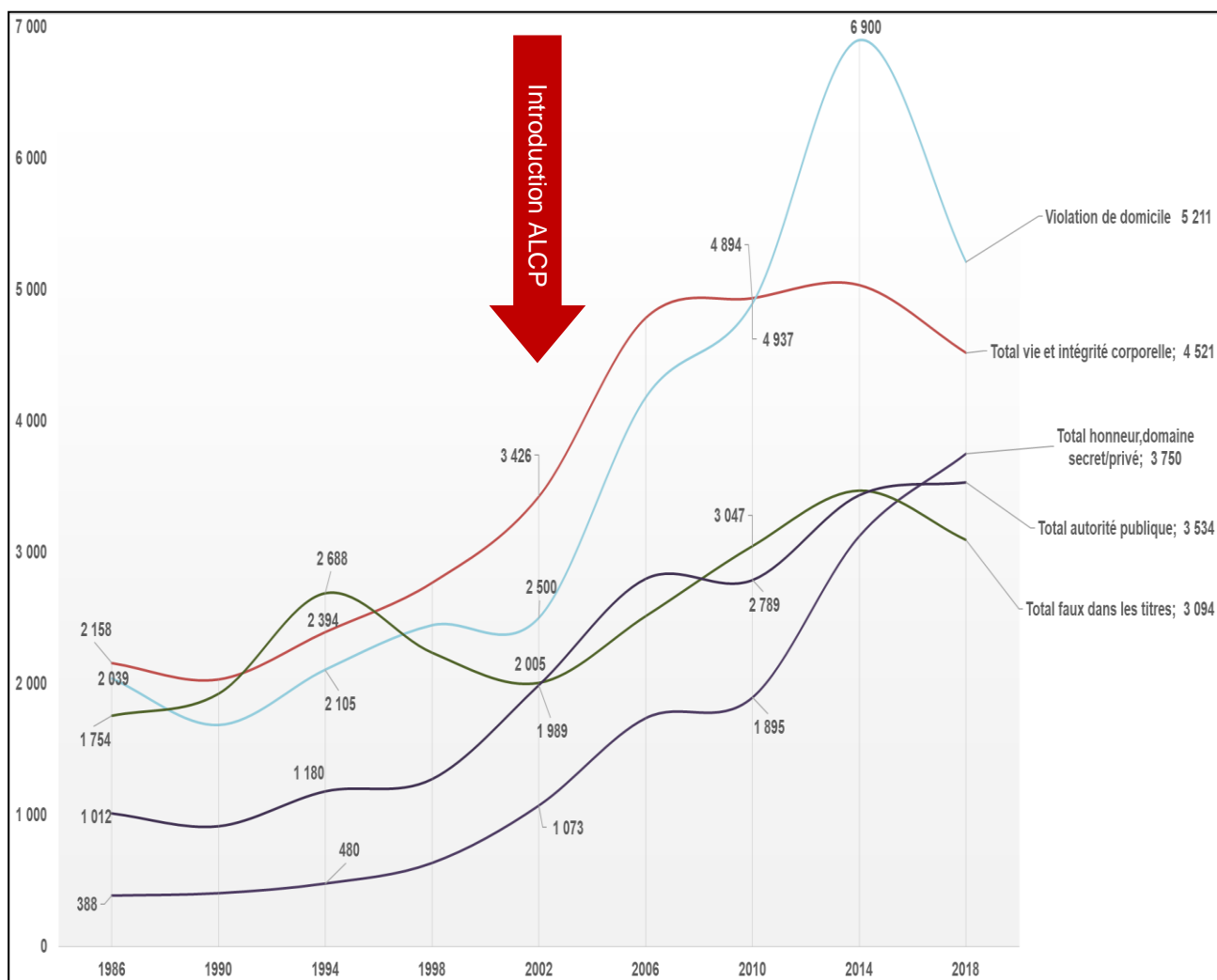
De l'avis de l'UDC, il faut rapidement ouvrir un des grands "chantiers de la justice", à savoir l'harmonisation des peines.<sup>6</sup> La Suisse doit mieux garantir la sécurité de ses citoyennes et citoyens. Il faut que la justice cesse de traiter avec ménagement les criminels et autres malfaiteurs violents. L'UDC exige que les peines soient notablement durcies dans le cadre du projet d'harmonisation des peines et de l'adaptation du droit pénal accessoire.<sup>7</sup> Le "rabais de peine" accordé aux récidivistes doit être supprimé ; la durée maximale des peines privatives de liberté doit être portée à 60 ans (20 ans aujourd'hui) et les menaces et actions de violence contre les autorités et les fonctionnaires doivent être punies plus sévèrement. L'UDC demande de surcroît l'introduction de peines minimales pour les cas de pornographie infantile ou de pédophilie.<sup>8</sup>

---

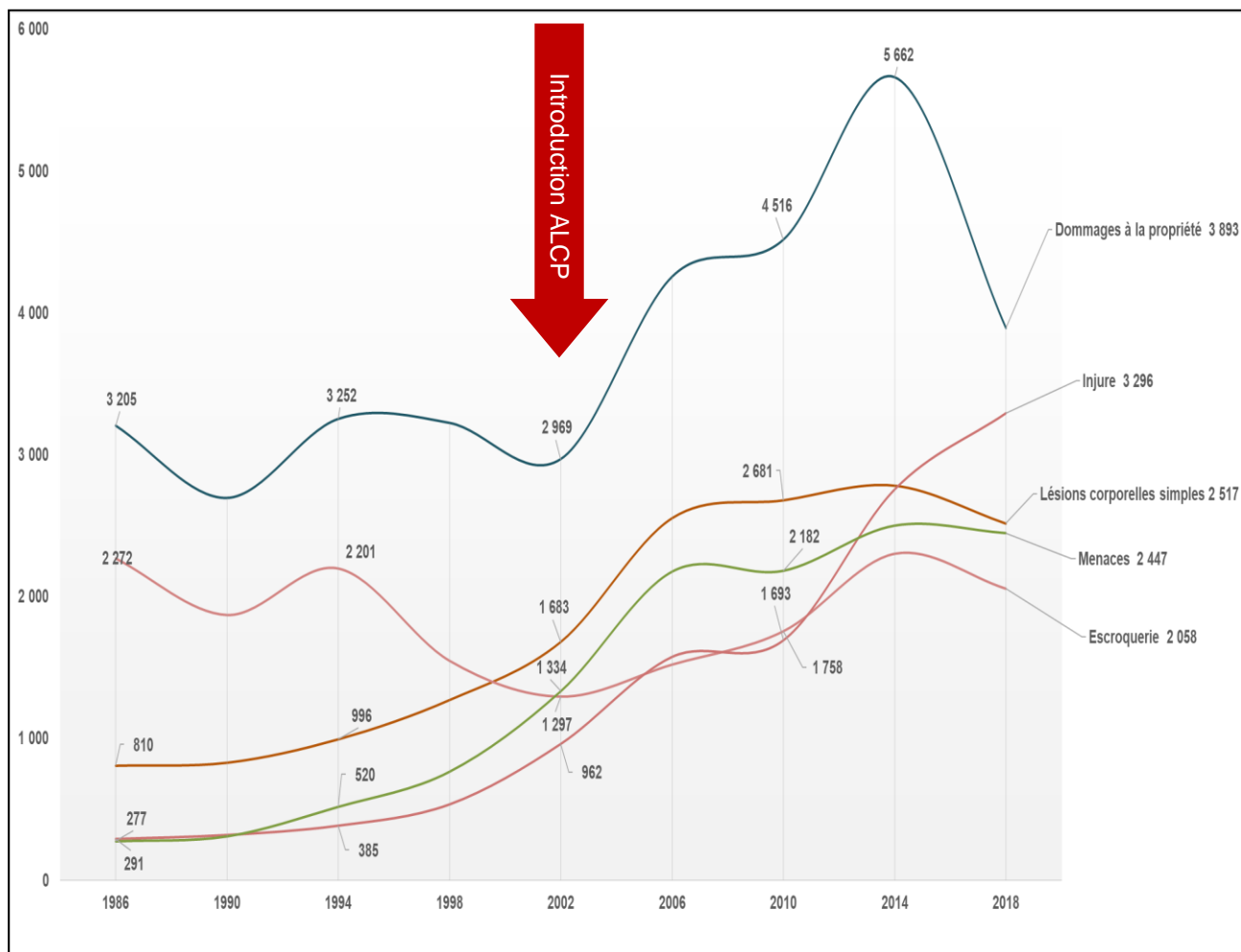
<sup>6</sup> 18.043, loi fédérale sur l'harmonisation des peines et loi fédérale sur l'adaptation du droit pénal accessoire au droit des sanctions modifié.

<sup>7</sup> Communiqué de presse de l'UDC du 17 janvier 2019.

<sup>8</sup> Cf. communiqué de presse de l'UDC du 17 janvier 2019, consultable à l'adresse <https://www.svp.ch/news/artikel/medienkonferenzen/mehr-sicherheit-die-svp-fordert-haertere-strafen/>

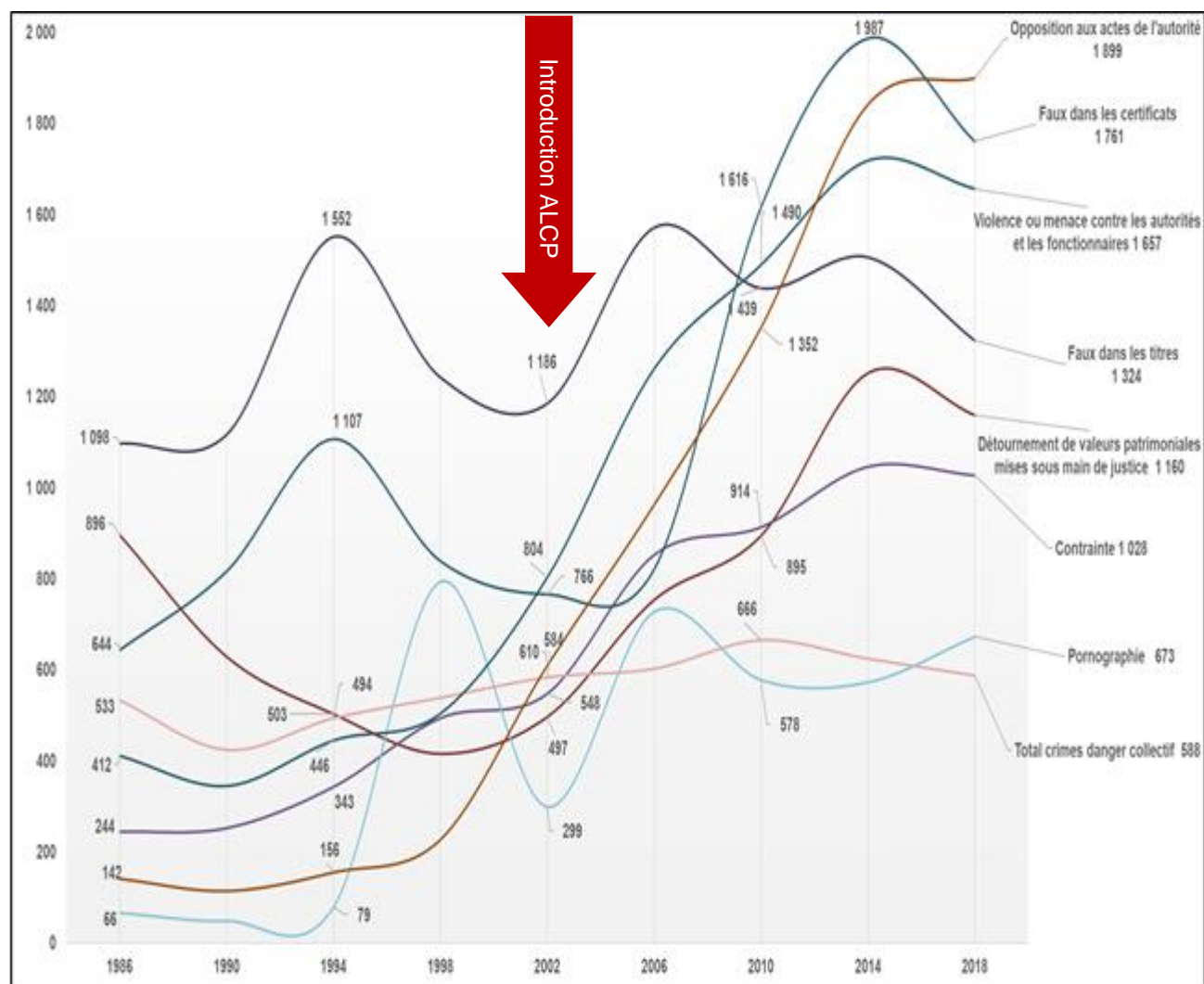
**Faits et chiffres : condamnations d'adultes pour un délit ou un crime (OFS 2018)**

La statistique fédérale "Adultes : condamnations pour des crimes ou délits selon les articles du Code pénal suisse (CPS), Suisse et cantons" offre chaque année des informations détaillées sur les actes pénaux commis. Détail frappant du graphique ci-dessus : depuis l'introduction de la libre circulation des personnes (ALCP) en 2002, le nombre total de délits ou de crimes contre l'intégrité physique et la vie – concrètement, le nombre d'homicides, de lésions corporelles, de menaces sur la vie et la santé, etc. – a massivement augmenté. Le nombre de violations de domicile a lui aussi progressé. Il s'agit par exemple d'entrées non autorisées dans un logement. Les actes pénaux contre les autorités publiques et les fonctionnaires – violence et menace contre des autorités et des fonctionnaires, entrave à l'action d'une autorité publique, désobéissance face à une ordonnance publique, etc. – sont également plus nombreux. On constate aussi une augmentation extrême du nombre de délits contre l'honneur et la sphère privée comme les atteintes à l'honneur, les diffamations, les insultes, les violations de la sphère secrète ou privée par des dispositifs d'enregistrement. Sous le titre de la falsification de documents, il faut entendre non seulement la présentation de faux documents, mais aussi la falsification de pièces d'identité, l'obtention frauduleuse de documents ou encore la dissimulation de documents.

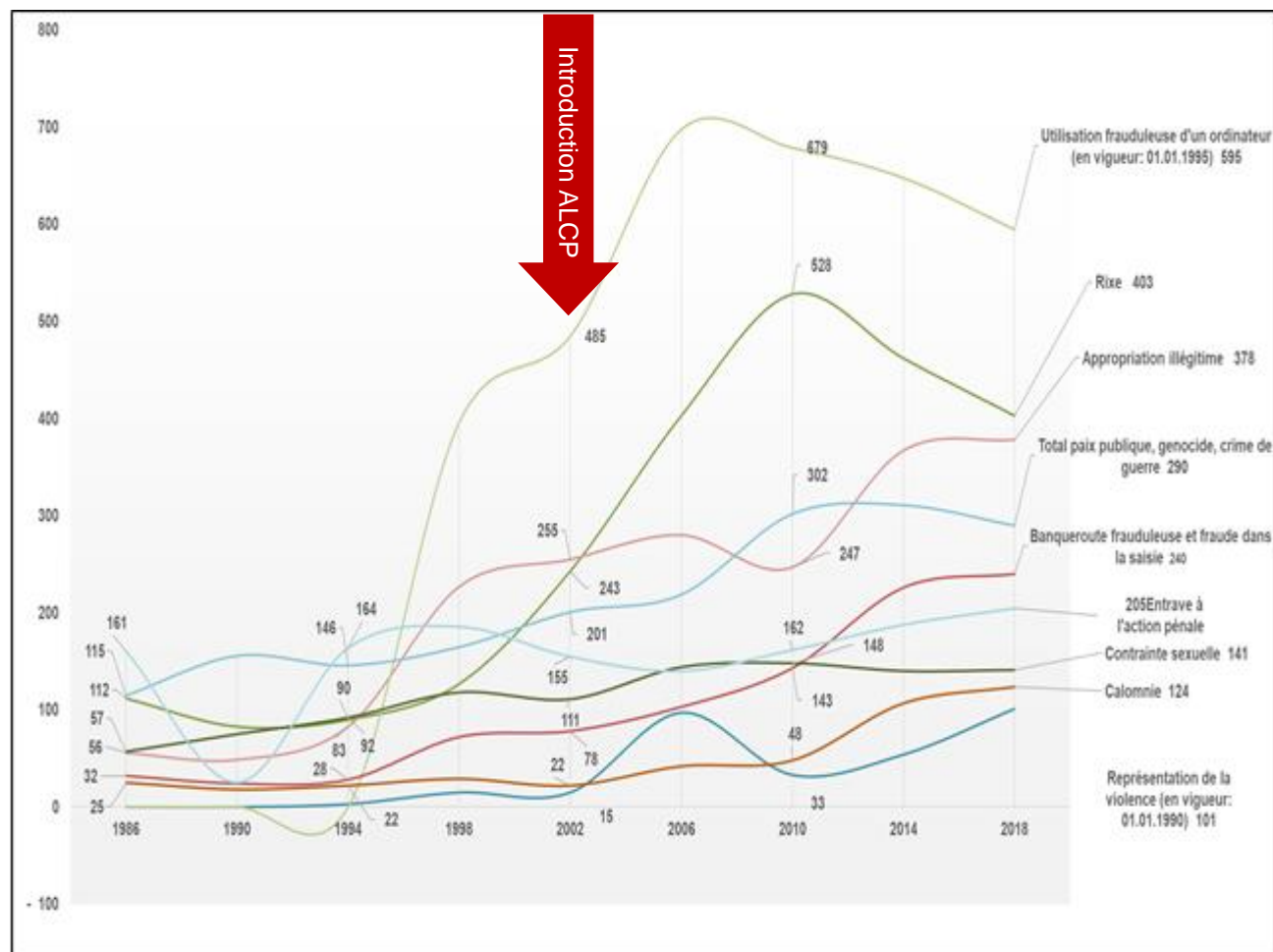
**Faits et chiffres : condamnations d'adultes pour un délit ou un crime (OFS 2018)**

La statistique fédérale "Adultes : condamnations pour des crimes ou délits selon les articles du Code pénal suisse (CPS), Suisse et cantons" offre chaque année des informations détaillées sur les actes pénaux commis. Détail frappant du graphique ci-dessus : depuis l'introduction de la libre circulation des personnes (ALCP) en 2002, le nombre total condamnations pour dommages à la propriété a massivement augmenté. On constate également une progression énorme depuis 2002 des lésions corporelles simples. Autre conséquence de l'ALCP au niveau pénal : un accroissement sensible du nombre de menaces, d'escroqueries et d'injures.

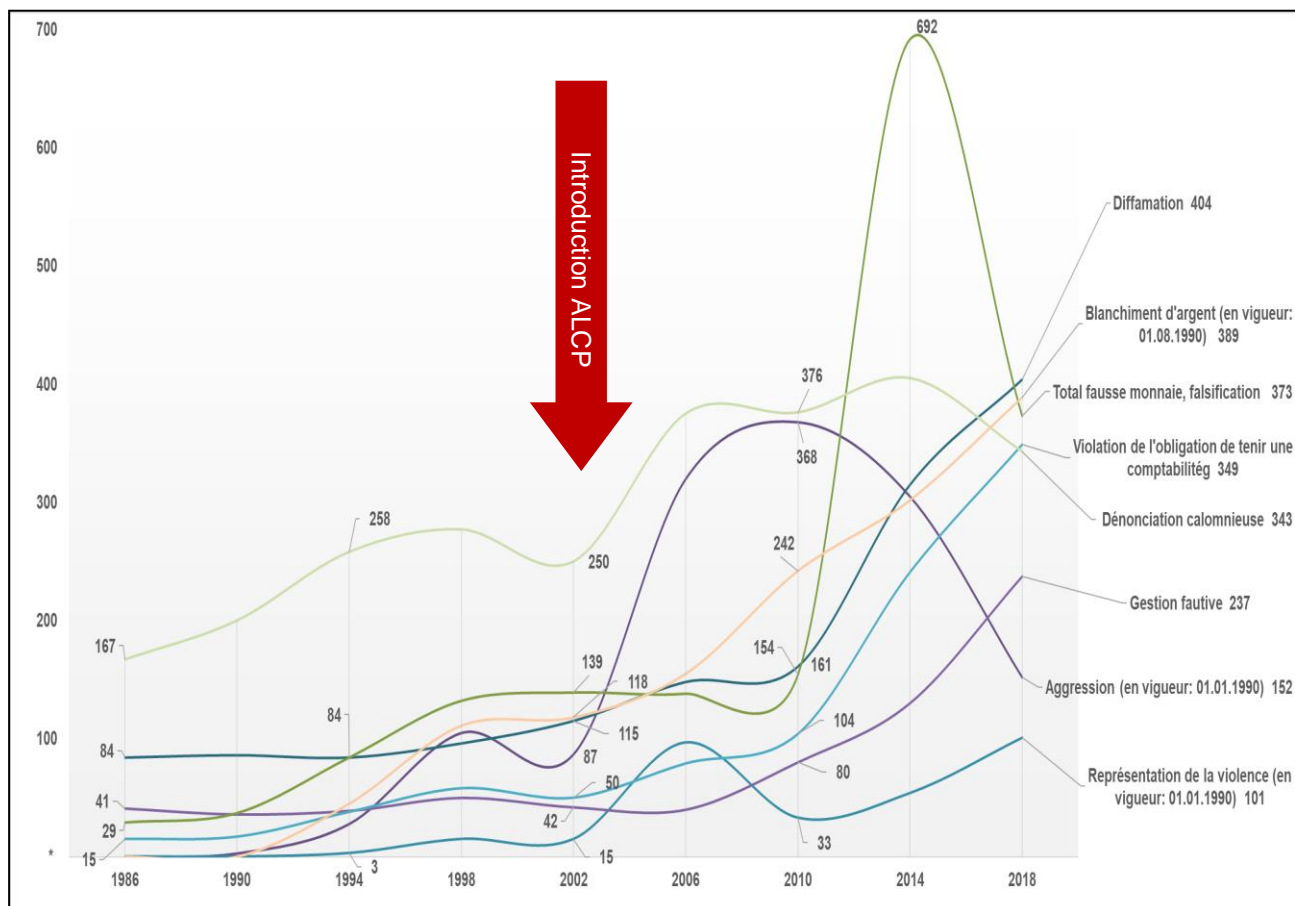


**Faits et chiffres : condamnations d'adultes pour un délit ou un crime (OFS 2018)**

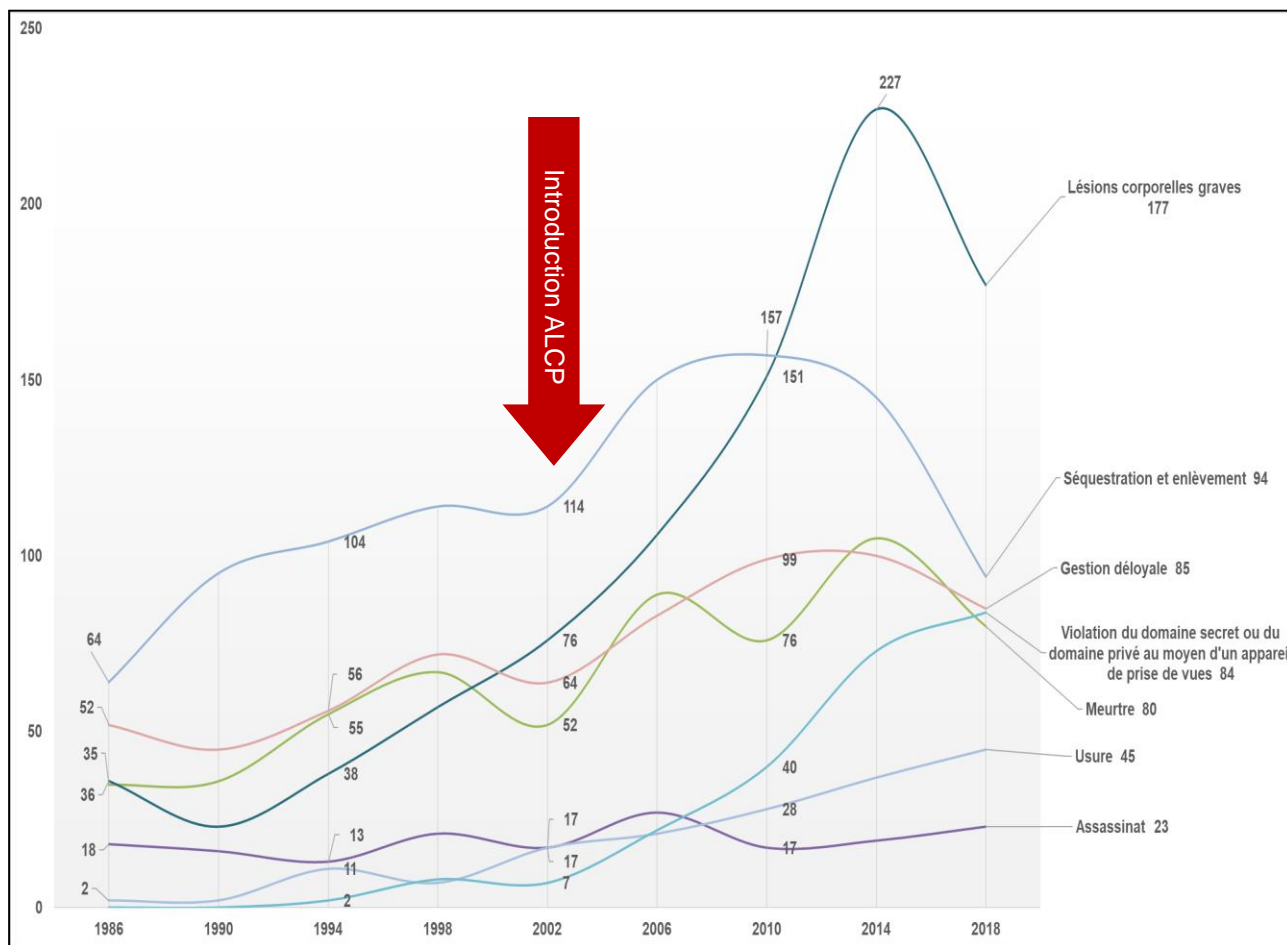
La statistique fédérale "Adultes : condamnations pour des crimes ou délits selon les articles du Code pénal suisse (CPS), Suisse et cantons" offre chaque année des informations détaillées sur les actes pénaux commis. Détail frappant du graphique ci-dessus : depuis l'introduction de la libre circulation des personnes (ALCP) en 2002, le nombre de condamnations pour violences et menaces contre les autorités et les fonctionnaires a augmenté de manière massive. On constate une évolution semblable des cas de falsification de documents d'identité ainsi que des entraves à l'action de l'autorité. Le nombre de condamnations pour contrainte a presque doublé. Les délits selon l'art. 197 CPS (pornographie) constitue d'une manière générale un grave problème latent. Cette norme interdit complètement la pornographie dure (enfants, animaux, excréments, violence). De plus, elle vise à protéger les enfants contre les autres contenus pornographiques (la pornographie dite douce). Enfin, il faut constater que le total des délits et crimes considérés comme collectivement dangereux reste à un niveau élevé au point de faire honte à la Suisse. On parle d'une situation de danger collectif lorsque les atteintes aux biens juridiques sont probables dans une mesure non définissable et non délimitable à l'avance. Sous ce titre figurent par exemple les incendies volontaires ou la provocation d'une explosion.

**Faits et chiffres : condamnations d'adultes pour un délit ou un crime (OFS 2018)**

La statistique fédérale "Adultes : condamnations pour des crimes ou délits selon les articles du Code pénal suisse (CPS), Suisse et cantons" offre chaque année des informations détaillées sur les actes pénaux commis. Détail frappant du graphique ci-dessus : depuis l'introduction de la libre circulation des personnes (ALCP) en 2002, le nombre de condamnations pour rixes – bagarres entre plusieurs personnes qui, par exemple, se jettent des objets durs – a massivement augmenté. Même constat pour les représentations de la violence, donc les représentations de scènes qui portent atteinte à la dignité élémentaire de l'être humain, qui sont cruelles et brutales. Ces délits ont aussi progressé de manière marquante. Les chiffres concernant l'utilisation abusive de systèmes de traitement de données à des fins d'escroquerie connaissent également une croissance inquiétante. Il s'agit de manipulations de données ou de systèmes visant de transférer illégalement des montants d'argent sans qu'un décideur humain ne soit impliqué. On relève par ailleurs une hausse massive des contraintes sexuelles, donc des actions consistant à forcer une personne à tolérer un acte sexuel par la menace, la violence ou l'exercice d'une pression psychologique.

**Faits et chiffres : condamnations d'adultes pour un délit ou un crime (OFS 2018)**

La statistique fédérale "Adultes : condamnations pour des crimes ou délits selon les articles du Code pénal suisse (CPS), Suisse et cantons" offre chaque année des informations détaillées sur les actes pénaux commis. Détail frappant du graphique ci-dessus : depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, le blanchiment d'argent empêche de plus en plus souvent la police de saisir les butins des criminels. Ces agissements entravent aussi bien les investigations policières que la découverte des criminels et la saisie des montants obtenus de manière criminelle. La diffamation, qui consiste à affirmer de manière répétée que telle ou telle personnes a mauvais caractère, semble devenir de plus en plus populaire.

**Faits et chiffres : condamnations d'adultes pour un délit ou un crime (OFS 2018)**

La statistique fédérale "Adultes : condamnations pour des crimes ou délits selon les articles du Code pénal suisse (CPS), Suisse et cantons" offre chaque année des informations détaillées sur les actes pénaux commis. Détail frappant du graphique ci-dessus : depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, certains types de délits ont massivement augmenté. Tel est notamment le cas pour les lésions corporelles graves, donc des actes consistant à blesser dangereusement des personnes, à les mutiler, à les rendre durablement incapable de travailler, à les rendre infirmes ou malades mentalement ou encore à défigurer gravement ou durablement un être humain. Les cas de gestion déloyale, où un gestionnaire de fortune cause des dommages à ses clients, se sont également établis à un niveau élevé.

## **1.2. Exigences de l'UDC**

### **Combattre sans concession la criminalité**

- L'Etat doit cesser de traiter avec ménagement les criminels et les malfaiteurs violents. Les peines qui menacent les criminels doivent être adaptées à la réalité actuelle dans le cadre du projet d'harmonisation des peines.
- Les peines pécuniaires avec sursis n'ont strictement aucun effet, si bien qu'il faut y renoncer définitivement.
- Le Code pénal doit être modifié dans le but de supprimer le "rabais pénal".

### **Corriger les aspects négatifs de la migration**

- L'Etat doit à nouveau contrôler les frontières comme il le faisait avant l'adhésion à l'Espace Schengen. Il faut enfin stopper l'immigration clandestine et la migration de criminels.
- L'UDC exige des mesures contre l'immigration démesurée que subit la Suisse. Il va de soi que tous les étrangers criminels et les prétendus "cas individuels" doivent être systématiquement expulsés.
- L'UDC exige également une tolérance zéro à l'égard des clans étrangers assimilables à des organisations criminelles. La Suisse n'a pas besoin de cette concurrence entre bandes hautement criminalisées.
- De l'avis de l'UDC, des centaines de jeunes criminels doivent par la même occasion être expulsés et renvoyés dans leur patrie. Cette mesure atténuerait les conflits culturels et, d'une manière générale, les risques pour toutes les parties en cause.

### **Stopper les viols et autres agressions sexuelles**

- Tolérance zéro à l'égard des abus sexuels et des violences contre les femmes.
- Face à des mariages où un des partenaires a moins de 16 ans, la loi doit prévoir une présomption de mariage forcé, donc d'un acte pénal.

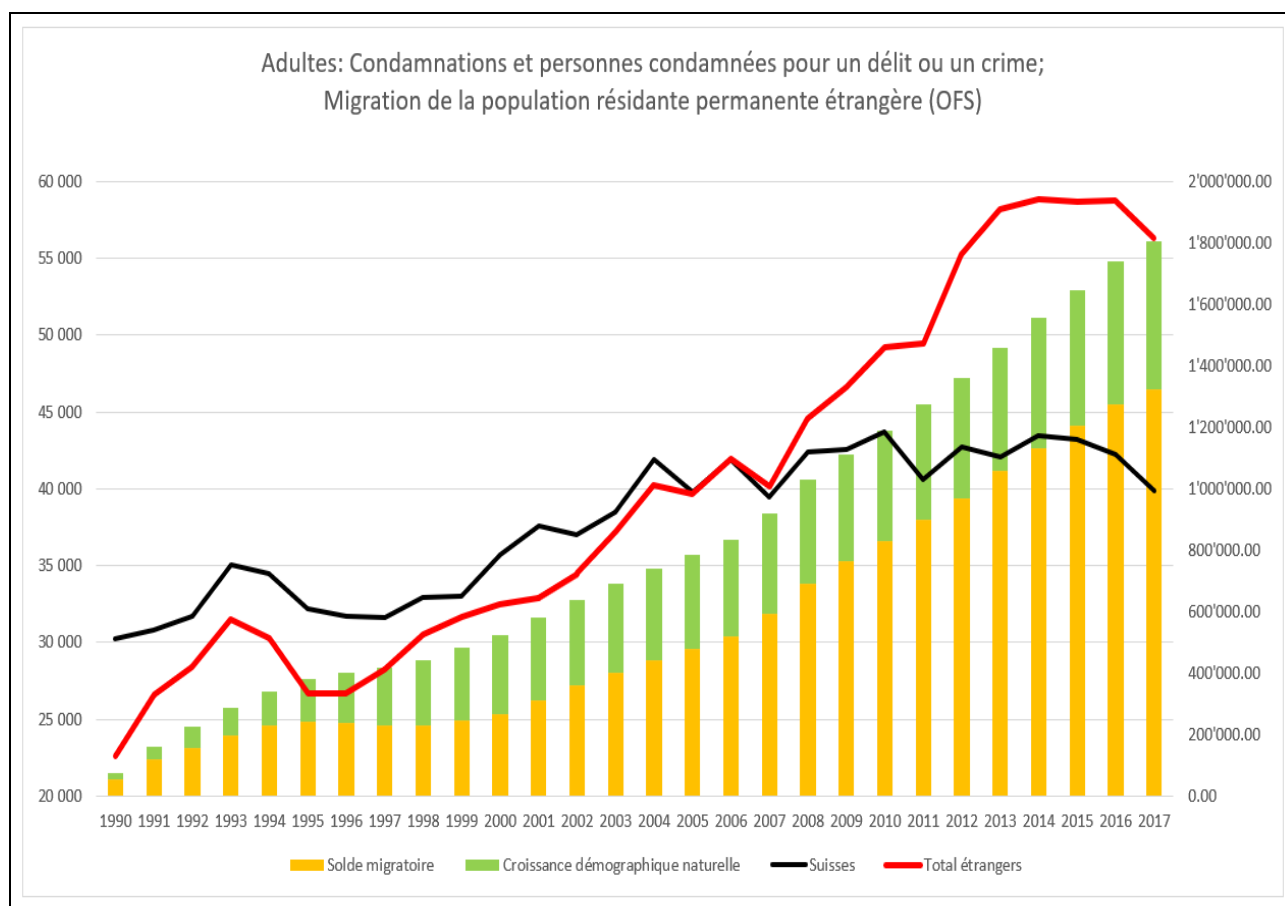
### **Rétablir rigoureusement la sécurité**

- Le droit suisse à la place de juges étrangers : nos lois suisses doivent à nouveau être la seule référence.
- Tolérance zéro également à l'égard des actes de violence contre la police, les services sanitaires, etc. La loi doit être adaptée pour protéger ces agents.
- Les voyageurs du djihad doivent dans la mesure du possible être privés de leur nationalité suisse et placés en état d'arrestation à titre préventif.
- Les procédures judiciaires et policières doivent être simplifiées et accélérées.

## 2. La criminalité porte un nom : immigration démesurée

### 2.1. La Suisse est devenue la Mecque des criminels étrangers

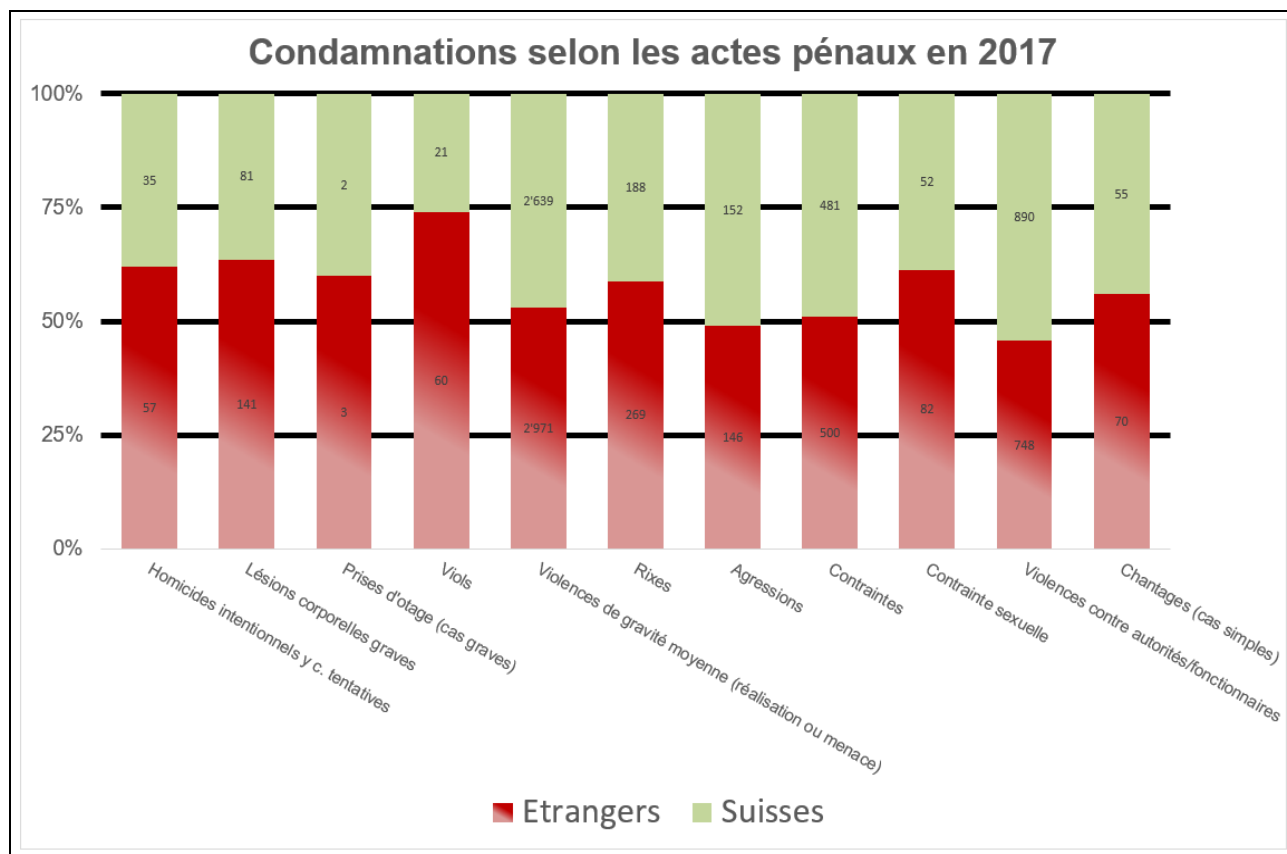
Clans criminels, bandes organisées, malfaiteurs, terroristes : même des délits graves ne conduisent pas systématiquement à l'expulsion de leurs auteurs s'ils sont des immigrés. La Cour européenne des droits de l'homme a décidé récemment que la Suisse n'avait pas le droit d'expulser un individu condamné pour viol.<sup>9</sup> La même situation s'est produite récemment à propos d'un malfaiteur brutal originaire d'Allemagne. Pour l'UDC, des jugements de ce genre sont proprement inacceptables. Combien de temps encore la Suisse sera-t-elle contrainte de se soumettre à des pratiques judiciaires aussi insensées ? L'UDC exige que la Suisse applique systématiquement la procédure d'expulsion prévue pour les étrangers criminels conformément aux règles de l'initiative sur le renvoi que le peuple et les cantons ont approuvée. La Suisse doit être régie par son droit constitutionnel et par lui seul !



Loi du plus fort à Zurich, tentatives d'étranglement à Berne, excès de violence dans les grandes villes suisses, bagarres au couteau entre Afghans et/ou Syriens installés dans un centre d'accueil de luxe pour requérants d'asile en ville de Zurich, une Bernoise attaquée par un Congolais qui a tenté de l'étrangler, climat d'insécurité insupportable au cœur de la ville de Bâle – la liste peut être prolongée à souhait. Bien qu'il ne se passe guère un jour sans rixes entre bandes, sans bagarres au couteau, viols et autres délits violents commis par des individus "issus de la migration", l'autorité et les médias contestent systématiquement le lien entre l'immigration de masse et la criminalité. Il s'agit toujours de "cas individuels", nous dit-on.

<sup>9</sup> Cf. Verbrecher Willkommen (Bienvenue aux criminels), "Weltwoche", 18 avril 2018.

Les rapports dans la société suisse se durcissent, voire se brutalisent, parce qu'on laisse aller notre pays à vau-l'eau. Dans leur habituelle attitude politiquement et socialement correcte, les responsables politiques rêvent d'une "démarche globale" pour régler ce problème à la racine. Ces interventions se résument généralement en des programmes thérapeutiques et d'intégration aussi onéreux qu'inefficaces. Les résultats désastreux de cette politique doivent être assumés par les agents de police et la population suisse.



Condamnations d'adultes et personnes condamnées pour un délit ou un crime de violence selon sexe, âge et nationalité, 2017, OFS 2018.

**L'Etat doit expulser systématiquement les étrangers criminels.  
Seule l'expulsion systématique des étrangers en séjour illégal et des étrangers criminels a un effet dissuasif.**



## **2.2. Les atteintes à l'intégrité sexuelle des femmes augmentent – une violence largement importée selon les statistiques**

En mai 2019, un Tunisien installé dans le canton de Berne a dû comparaître devant un tribunal parce qu'en 2016 il avait tué sa femme à coups de couteau. Il était déjà connu de la police pour violences domestiques. Dans son réquisitoire, le procureur général a relevé que l'accusé avait tué sa femme avec préméditation pour des motifs purement égoïstes et/ou religieux fondamentalistes. De l'avis de l'accusé, sa femme ne le respectait et ne lui obéissait pas suffisamment et avait des contacts avec d'autres hommes. En 2018 à Genève, des jeunes hommes ont battu cinq femmes au point qu'elles ont dû être hospitalisées. L'une d'entre elles est même tombée dans le coma.

Ces exemples tragiques ne sont que la pointe de l'iceberg. Il est en effet statistiquement prouvé depuis longtemps que la majeure partie de cette violence est importée. Aussi bien la statistique criminelle de la Confédération que la statistique des condamnations pénales indiquent que les actes de violence ne sont pas, d'une manière générale, commis par des hommes, mais sont commis principalement par des hommes étrangers. Représentant environ 25% de la population résidante, les migrants sont responsables d'un nombre disproportionné de délits graves, notamment de délits sexuels. Selon la statistique fédérale de la criminalité, 626 viols ont été dénoncés au total en 2018. Sur les 527 accusés, 317, soit environ 60%, étaient des étrangers. 74% des adultes condamnés en 2017 pour viol étaient des étrangers. Sur 522 individus accusés de contraintes sexuelles, 263 ou 50% étaient étrangers. Environ les deux tiers des individus condamnés en 2017 pour ce même délit étaient issus de la migration.

Les violences domestiques sont elles aussi principalement le fait d'étrangers. Le centre d'intervention bernois contre la violence domestique relève dans ses rapports annuels que dans les deux tiers des cas au moins une personne impliquée est de nationalité étrangère. Les chiffres de l'Office fédéral de la statistique confirment ce constat. Les actes de violence à l'intérieur de la famille sont principalement commis par des migrants. En 2016, les hommes étrangers ont été enregistrés 3,7 fois plus souvent pour violence domestique que les hommes suisses. La situation est semblable en ce qui concerne la violence contre des ex-partenaires : les étrangers sont trois fois plus impliqués dans ce genre de délit que les Suisses.

Il est aussi relativement nouveau en Suisse que les femmes ne se sentent plus en sécurité dans l'espace public. Les attaques de nature sexuelle commises par des hordes de jeunes hommes provenant principalement d'Afrique du Nord et du Proche-Orient durant la nuit de la Saint-Sylvestre 2016 à Cologne ne sont pas un cas unique, beaucoup s'en faut. En Suisse aussi, des jeunes femmes subissent, lorsqu'elles sortent le soir, des attaques verbales grossières et même des agressions sexuelles et physiques. Les jeunes femmes ne se sentent plus en sécurité dans l'espace public. Contrairement à autrefois où l'espace public était sûr en Suisse, il y règne aujourd'hui un climat d'insécurité clairement perceptible et difficile à supporter. Des jeunes hommes issus de cultures patriarcales se donnent rendez-vous et forment des hordes qui font la chasse aux femmes, dont ils jugent le comportement en public déshonorant, et se livrent à des attouchements sexuels, voire, dans les cas extrêmes, commettent des viols en groupe. Ces agressions en groupes ne se produisent pas seulement dans les



pays voisins, mais aussi en Suisse, c'est-à-dire dans des centres commerciaux, des parcs, des piscines, des discos, etc.

En résumé, on peut constater ce qui suit : le nombre de délits violents et d'agressions sexuelles a massivement augmenté et les auteurs de ces actes répugnants sont principalement des étrangers.

Les migrants se rendent aussi fréquemment coupables de violences à l'égard de leurs enfants. Réalisée par la Haute école zurichoise des sciences appliquées, une étude sur la violence dans l'éducation arrive à la conclusion que les actes de violence graves sont plus fréquents dans les familles de migrants que dans les ménages suisses. Selon les auteurs de cette enquête, ce constat vaut notamment pour les familles du Sri Lanka, des pays africains, du Brésil et de l'espace arabe.

Le comportement de la gauche politique, qui prétend se battre en première ligne pour les droits de la femme, mais ferme les yeux devant cette réalité, est non seulement absurde, mais aussi dangereux. Au lieu d'appeler enfin ce problème par son nom et de participer à son règlement en demandant l'expulsion des criminels violents et non intégrés, les milieux de gauche s'efforcent de jeter la suspicion sur les hommes en général et traitent de racistes toutes les personnes qui osent les contredire. Il est grand temps d'enlever ces œillères idéologiques. Refuser d'admettre que l'immigration est la principale cause de cette dégradation des mœurs, c'est éluder la partie essentielle du problème. Le constat est pourtant évident : une forte proportion des hommes immigrés mal intégrés, car provenant de structures sociales patriarcales, ont non seulement un autre rapport avec la violence, mais aussi une conception de l'honneur et du rôle de la femme qui – c'est bien le moins qu'on puisse dire – est totalement dépassée du point de vue suisse.

Le laxisme de l'Etat, qui laisse passer sans réagir un grand nombre de ces méfaits, est intolérable de l'avis de l'UDC. Il n'est pas permis de nier, de relativiser, voire de minimiser des agressions sexuelles. Des hommes suisses ne se réunissent pas en hordes pour harceler des femmes alors que cette pratique est courante au Proche-Orient. Dans ces pays, ces actes portent même un nom : « taharrush djamā'i » est la désignation arabe des agressions sexuelles commises en groupe.<sup>10</sup>

**Des agressions sexuelles telles qu'elles se pratiquent au Proche-Orient ne peuvent en aucun cas être tolérées en Suisse. Il faut rétablir le sentiment de sécurité qui prévalait autrefois dans l'espace public de notre pays.**

### **2.3. Halte aux cambriolages et escroqueries commis par des clans**

Un Turc et un Allemand ont été récemment condamnés pour escroquerie. En décembre 2017 à Bâle, les deux hommes ont soutiré à une rentière de 75 ans de l'argent liquide, des pièces d'or et une montre d'une valeur totale d'environ 40'000 francs. Ils se sont fait passer pour des agents de police pour mettre massivement sous pression la vieille dame. Une part de 10% au butin avait été promise à l'Allemand alors que le Turc aurait bénéficié d'une remise de sa dette de drogue. Les deux individus vivent aux frais de l'assistance sociale.

---

<sup>10</sup> Cf. Taharrush djama'i, Wikipedia (allemand) à l'adresse internet [https://de.wikipedia.org/wiki/Taharrusch\\_dschama%27i](https://de.wikipedia.org/wiki/Taharrusch_dschama%27i)

On sait par exemple que la mafia blanchit son argent d'origine criminel en Suisse.<sup>11</sup> Il est urgent d'éclaircir le rôle que jouent dans ce contexte les "barbershops" et autres "stand kebabs" qui poussent comme champignons sous la pluie.

La police a enregistré l'an passé 1'400 appels, mais le nombre réel de cas est sans doute beaucoup plus élevé. Il s'avère que l'"astuce du neveu" est principalement un classique des clans de Roms alors que les "faux policiers" sont le moyen d'escroquerie favori des clans turcs.<sup>12</sup> Ces clans criminels s'activent principalement dans le trafic de drogues, la prostitution, le racket, les cambriolages et les vols.<sup>13</sup> Nombre de membres de ces clans déjà bien établis en Allemagne n'ont qu'une faible, voire aucune formation. La concurrence, voire les batailles rangées que se livrent les bandes criminelles organisées constitue un autre potentiel de conflit qu'on ne saurait sous-estimer et que la Suisse doit absolument s'abstenir d'importer. Pour cela, il faut commencer par reprendre les contrôles rigoureux aux frontières.

L'UDC est d'avis que cette nouvelle problématique exige une réponse rigoureuse. Or, jusqu'ici la Suisse n'a adopté aucune stratégie contre cet afflux de criminalité qui déborde les frontières nationales.

**Tolérance zéro à l'égard des clans organisés d'étrangers criminels. Stopper l'importation en Suisse du potentiel de conflit constitué par des bandes criminelles dangereuses qui se concurrencent et se combattent. Des criminels n'ont pas le droit de séjourner dans notre pays.**

#### **2.4. La défaillance de la politique et de la justice encourage la violence et les menaces contre agents de police, ambulanciers, etc.**

Ce refus du droit et de l'ordre se reflète dans la statistique de la criminalité. Selon ces chiffres, les menaces contre les agents de la force publique sont restées à un niveau "relativement stable".<sup>14</sup> C'est inacceptable.

A la suite d'une interpellation parlementaire, la police de la ville et du canton de St-Gall a procédé à des sondages détaillés. Les résultats sont plus qu'inquiétants : environ 83% des agents de police ont fait l'expérience de l'augmentation de la violence ; 55% ont été ces dernières années victimes d'agressions physiques ; 21% se sont même trouvés en danger de mort. Or, seuls 56% des agents ont annoncé ces cas au niveau interne.

Selon la présidente de la Fédération suisse des fonctionnaires de police, les agents agressés se font insulter, sont la cible de crachats, se font mordre et reçoivent des coups : "En moyenne un agent de police est agressé huit fois par jour." Les agresseurs sont principalement des fans de foot excités, des noctambules ivres et des casseurs. Ils sont issus de toutes les couches de la population. "Il peut s'agir de jeunes comme de vieux. Ils sont souvent sous l'effet de l'alcool ou de drogues et agissent sans aucun scrupule."<sup>15</sup> L'autorité politique ne peut pas rester les bras croisés devant ce développement. Les agents de police et toutes les autres personnes qui accomlis-

<sup>11</sup> Pasta, Pizza und Paten, "Blick" du 30 septembre 2018.

<sup>12</sup> "Wenn die Polizei anruft", "Tagesanzeiger" du 18 janvier 2019.

<sup>13</sup> Criminalité des clans, Wikipedia <https://de.wikipedia.org/wiki/Clan-Kriminalit%C3%A4t>

<sup>14</sup> Statistique policière criminelle, Rapport annuel 2018, OFS, p. 8.

<sup>15</sup> "Achtmal pro Tag wird ein Polizist angegriffen" (huit fois par jour un agent de police est agressé), SRF Online du 7 juin 2018.

sent des tâches publiques doivent être mieux protégés. Les dispositions légales contre ces agissements doivent être durcies. Il s'agit notamment de renforcer les peines selon l'art. 285 CPS. Les peines privatives de liberté doivent devenir la règle. Les tribunaux ne doivent prononcer des peines pécuniaires qu'exceptionnellement et seulement dans les cas bénins. L'idée est que les juges conservent une certaine marge de manœuvre, mais qu'en même temps il soit clair que le législateur exige une justice plus sévère.

**Les agents de police et toutes les autres personnes qui accomplissent des tâches publiques doivent être mieux protégées. La loi doit donc prévoir des peines plus sévères.**

## **2.5. Intervenir plus sévèrement contre les jeunes criminels et les retirer de la rue**

"Nombreux actes de violence à coups de couteau en ville de Zurich".<sup>16</sup> Durant un seul weekend il y a eu à Zurich une bagarre collective sur le Sechseläutenplatz où une personne a été blessée au cou avec un objet tranchant, une bagarre avec une vitrine brisée, un harcèlement d'une femme par un groupe de 10 hommes, une personne blessée par un couteau, plusieurs cars de voyage sprayés. Une vingtaine de jeunes gens de Spreitenbach (AG) et de Dietikon (ZH) se sont récemment donné rendez-vous un samedi pour se bagarrer dans le hall d'entrée d'un centre commercial. Ces petites guerres entre villages ne sont pas une nouveauté, mais, ce qui est nouveau, c'est que des jeunes se donnent rendez-vous via les médias sociaux pour organiser des bagarres. Il s'agit fréquemment pour des jeunes issus de la migration de célébrer un mythe et de se donner une sorte d'identité. Il existe déjà en Suisse des groupes importants de jeunes migrants mal intégrés qui grandissent loin de leur pays d'origine. Les individus parmi eux, qui se montrent particulièrement brutaux, acquièrent rapidement une certaine célébrité sur les réseaux numériques – si nécessaire à coups de poing ou de couteau.

Il n'est pas acceptable aux yeux de l'UDC que des bandes d'adolescents criminels fassent du racket pour extorquer de l'argent à leurs condisciples ou organisent des actions collectives de vandalisme. Ces gangsters en herbe doivent être sévèrement avertis à la moindre incartade. Il faut leur faire comprendre clairement ce qui les attend s'ils se lancent dans une carrière criminelle.

**Des jeunes qui se font remarquer pour la première par des attitudes violentes doivent être sévèrement mis en garde. Il faut bien leur faire comprendre les conséquences de leur éventuelle criminalité future. En cas de récidive, l'Etat doit punir sévèrement pour protéger la société et les jeunes eux-mêmes.**

**Lesdits enfants des ghettos tombés dans la criminalité doivent être strictement renvoyés dans leur pays d'origine.**

---

<sup>16</sup> «Viel Gewalt mit Stichwaffen in der Stadt Zürich», Tagesanzeiger vom 27. Mai 2019.

## **2.6. Expulser immédiatement et pour toujours les islamistes et terroristes**

Depuis quelque temps déjà, et notamment depuis les récents attentats terroristes d'origine islamiste perpétrés en France, en Belgique et en Allemagne, les autorités politiques de nombreux pays européens discutent de la possibilité de déchoir de leur nationalité lesdits "combattants étrangers" (principalement ceux qui ont une double nationalité). Il est évident que des individus, qui voyagent à l'étranger pour y participer à des attentats terroristes ou à des conflits armés ou pour recevoir une instruction dans des camps d'entraînement terroristes, constituent, lorsqu'ils rentrent dans leur pays d'origine, un risque sérieux pour une société civile libérale.<sup>17</sup>

Le service de renseignement de la Confédération a recensé 92 cas de voyageurs djihadistes de Suisse qui ont séjourné dans des régions en conflit ou qui s'y trouvent toujours. 18 d'entre eux ont une double nationalité.<sup>18</sup> Ces individus représentent un risque de sécurité pour la Suisse. A cours de l'heure des questions au Parlement du 11 mars 2019, la ministre de la justice a confirmé que jusqu'ici une seule procédure a été ouverte et que jamais encore une personne n'a été déchue de sa nationalité.<sup>19</sup> Or, selon des experts de la matière, au moins 10% de ces personnes rentrant au pays sont toujours prêtes à lancer des actions violentes.<sup>20</sup>

Le retour de ces individus en Suisse doit dans la mesure du possible être empêché, mais aucun cas faut-il l'encourager. La Suisse ne doit accepter que les personnes qui possèdent la citoyenneté suisse et qui rentrent au pays de leur propre volonté, donc sans intervention des autorités helvétiques.

Les autorités chargées d'ouvrir une procédure judiciaire doivent également bénéficier de la coopération du service de renseignement, car il est souvent difficile d'obtenir des informations claires dans ces situations.

L'interdiction d'une organisation complète est une mesure extraordinaire. Selon l'article 74 de la loi sur le service de renseignement, les autorités ne peuvent prononcer une telle interdiction qu'en présence d'une menace concrète pour la sécurité nationale.

Par conséquent, toute personne qui participe à une telle organisation ou qui la soutient doit être considérée comme une menace concrète. Il est donc justifié d'ordonner une arrestation à titre préventif de ces personnes afin d'écarter la menace concrète que ces individus sont soupçonnés représenter pour la sécurité publique. Les autorités doivent être contraintes de prouver que la personne concernée ne constitue pas une menace pour lever une décision d'arrestation ou pour renoncer à une arrestation. Les personnes concernées entrant en Suisse ou revenant d'une région en conflit doivent être immédiatement arrêtées. Pour ordonner une telle mesure, les autorités judiciaires doivent pouvoir se référer aux estimations du service de renseignement de la Confédération, car elles ne disposent fréquemment pas d'autres sources d'information.

---

<sup>17</sup> Jürg Marcel Tiefenthal, Ausbürgerung terroristischer Kämpfer (priver de leur nationalité les combattants terroristes), AJP 1/2017, p. 73 ss.

<sup>18</sup> Voyageurs du djihad, état: février 2019, consultable sous: <https://www.vbs.admin.ch/fr/themes/recherche-renseignements/voyageurs-djihad.html>

<sup>19</sup> Question 19.5095, Büchel.

<sup>20</sup> Internationaler Terrorismus in Sri Lanka (terrorisme international au Sri Lanka), "NZZ am Sonntag" du 28 avril 2019.

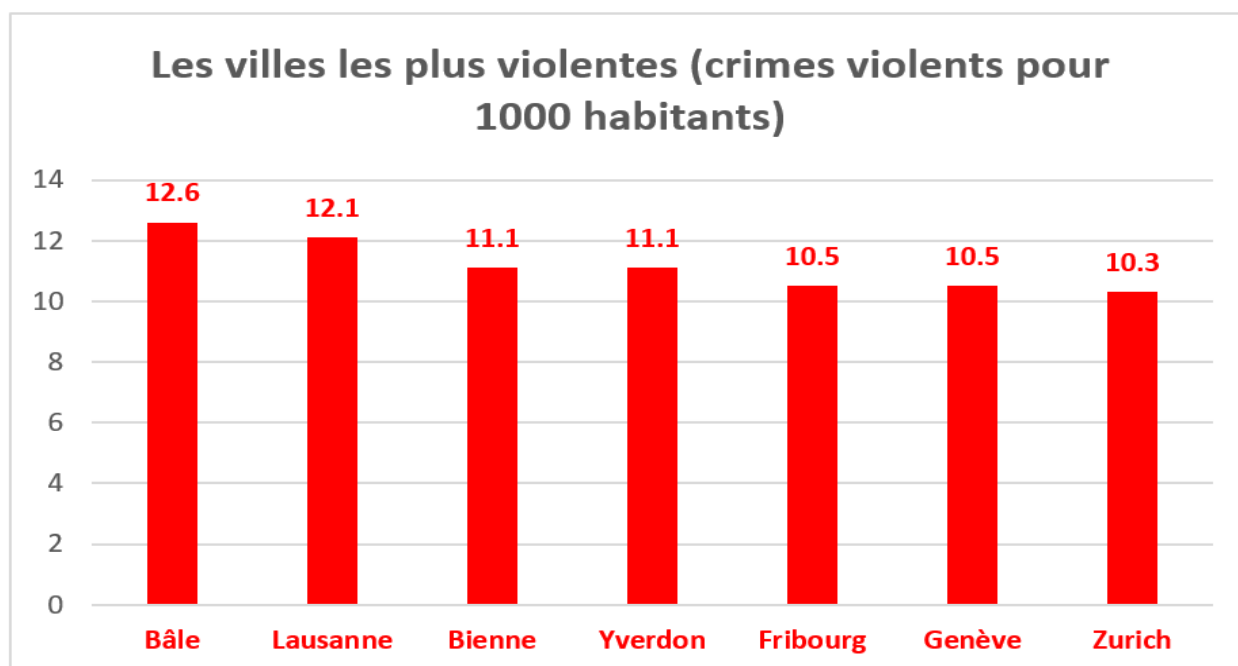
**Les « voyageurs du djihad » rentrant en Suisse doivent dans la mesure du possible être déchus de leur nationalité suisse. L'autorité ordonnant cette mesure doit pouvoir se fonder sur des informations du service de renseignement.**

**Les voyages du djihad rentrant en Suisse doivent être préventivement arrêtés.**

### 3. Combler les lacunes du système pénal – rétablir la sécurité

#### 3.1. Plus de sévérité à l'égard des criminels

Une requérante d'asile a presque tué avec une serpe la personne chargée de son suivi. En 2018, un Erythréen a tué un compatriote à coups de couteau. Durant la seule année 2018, la police cantonale a dû intervenir 289 fois dans un centre fédéral. 218 actes pénaux contre l'intégrité physique et la vie ont été commis durant la seule année 2017.<sup>21</sup> Les délits violents recensés par la statistique criminelle restent à un niveau extrêmement élevé. Bâle-Ville vient en tête de ce sinistre classement en affichant le plus grand nombre de crimes violents.



Basel bleibt bei Gewalttaten Schweizer Spitzenreiter, 20min Basel vom 27. März 2019.

La sécurité n'est pas gratuite. Il faut donner aux organes de sécurité, et notamment à la police, les moyens dont ils ont besoin pour combler les lacunes effectives en termes de personnel et de matériel. Les autorités doivent de surcroît optimiser et adapter aux nouveaux besoins leurs processus et leurs actions. Les organes de police doivent être organisés de manière rationnelle et économique. Ils doivent toujours capables d'offrir un service de base suffisant.

<sup>21</sup> So gross ist die Gewalt in Schweizer Asylzentren (si grande est la violence dans les centres d'asile suisse), 20min Zurich du 20 mars 2019.

Les atteintes à la liberté dans le but de sauvegarder la sécurité doivent être réduites au strict minimum nécessaire. La surveillance vidéo des espaces publics doit être autorisée rapidement et sans contrainte bureaucratique dans la mesure où il s'agit d'endroits critiques. Le but est notamment d'agir préventivement contre le vandalisme, le trafic de drogues et les manifestations de casseurs.<sup>22</sup>

**La justice doit constamment vérifier et optimiser ses processus et ses ressources pour pouvoir agir rapidement.**

**Les contraintes bureaucratiques inutiles doivent être supprimées et les procédures doivent être simplifiées et accélérées.**

### **3.2. Supprimer les ridicules peines (pécuniaires) et rabais de peine – renoncer aux peines pécuniaires avec sursis**

S. N., un individu violent bien connu de la scène des hooligans, a déjà été condamné plusieurs fois pour contrainte, violation de domicile, émeutes, etc. à des peines pécuniaires d'une somme de 7'200 francs. La majeure partie de ce montant était assortie du sursis avec une période probatoire. Ce même individu, qui est probablement le chef d'une bande de hooligans, a provoqué en 2019 l'interruption d'un match de foot et tenté de forcer les joueurs à se déshabiller.

Autre exemple du même genre : un photographe d'un âge avancé, prétendant travailler pour "Penthouse" ou "Playboy", s'est rendu coupable d'attouchements sexuels pendant des séances de photo. Il a été condamné à une peine pécuniaire avec sursis pour trois cas dénoncés en 2018. Ces affaires parmi beaucoup d'autres prouvent à l'évidence que la justice doit prononcer des peines plus sévères et sans sursis.

Le droit pénal propose une diversité confondante de sanctions, si bien qu'il en résulte parfois de véritables curiosités pénales.<sup>23</sup> Les justiciables ont du mal à comprendre pourquoi ils sont condamnés à telle ou telle sanction, voire à telle ou telle combinaison de sanctions. Le résultat est que les jugements ne peuvent fréquemment plus être motivés de manière compréhensible pour un non-juriste. Le système de sanction est devenu au fil des ans une sorte d'épicerie où l'on trouve tout et n'importe quoi, un self-service où les juges peuvent se servir comme bon leur semble dans chaque cas individuel. La sécurité du droit est sacrifiée au profit d'une optique axée sur le cas individuel.<sup>24</sup> Pourtant, malgré cette diversité des peines, le Code pénal ne comporte pas de sanction efficace contre les malfaiteurs peu sensibles aux mesures pénales (par ex., des étrangers désargentés sous le coup d'une mesure de renvoi).

Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007, le droit révisé des sanctions prévoit pour les adultes des peines pécuniaires et du travail d'intérêt général, en plus des sanctions classiques que sont les peines privatives de liberté et les amendes.

---

<sup>22</sup> Prévention criminelle. Wikipedia – La libre encyclopédie.

<sup>23</sup> Rudolf Montanari, Der neue AT StGB – erste Erfahrungen in der Praxis (la révision du droit pénal – premières expériences pratiques), dans: Jusletter 19 mai 2008, Rz 31.

<sup>24</sup> Karl-Ludwig Kunz, Zwei Schritte vor und (mindestens) einen zurück: Aspekte der Sanktionenreform in der Schweiz (deux pas en avant et au moins un en arrière: aspects de la réforme des sanctions pénales en Suisse, dans: Festschrift für Heike Jung zum 65. Geburtstag, Baden-Baden 2007, p. 7.

La majeure partie des sanctions prononcées en 2017 étaient des peines pécuniaires, donc des peines d'argent calculées selon des jours-amende. 87% des quelque 105'000 condamnations pénales prononcées en 2017 étaient de peines pécuniaires. 81% d'entre elles ont été assorties du sursis. Dans 11% des condamnations, la peine principale était une peine privative de liberté, dans 2% des cas un travail d'intérêt général. Avant cette révision du droit des sanctions dont le but était de remplacer les brèves peines privatives de liberté par des peines pécuniaires, les peines de détention étaient les plus fréquentes (62%) et les trois quarts d'entre elles étaient prononcées avec sursis. Les 38% restants étaient des amendes en tant que sanctions uniques.<sup>25</sup>

L'aspect le plus frappant des précédentes révisions de la partie générale du Code pénal est la nouvelle organisation et la différenciation du système des sanctions. Des problèmes se posent notamment au niveau des courtes peines privatives de liberté. Le plus souvent l'autorité judiciaire prononce des peines pécuniaires dans ces cas. Une trop grande importance est accordée à ce type de sanction. Ce système peut conduire à des peines ridicules pour les délinquants disposant de peu de moyens (par ex., des étudiants ou des requérants d'asile). Une sanction appliquée de cette manière perd son caractère de punition pour une injustice commise. Alors que la peine privative de liberté doit toujours être purgée personnellement par le délinquant, la peine pécuniaire ne le frappe pas forcément directement. Un cadeau de parents aisés ou de bons amis le préserve de la peine. Dans d'autres cas, la peine pécuniaire est tout simplement reportée, ce qui n'est pas possible pour une amende.

### **Le rabais de peine doit être supprimé**

L'expérience montre que les peines assorties du sursis ne permettent pas toujours d'atteindre le but visé auprès du délinquant. L'art. 46 al. 1 du Code pénal suisse (CPS) précise la procédure à suivre si le délinquant condamné commet à nouveau un délit durant la période probatoire. Si on doit s'attendre à ce que le délinquant commette d'autres délits, le tribunal doit révoquer le sursis, ce qui signifie que le condamné doit purger la peine à laquelle il a été précédemment condamné. A cette peine s'ajoute la sanction pénale pour le nouveau délit. Les deux sanctions sont indépendantes l'une de l'autre.<sup>26</sup>

Le tribunal doit cependant former une peine globale si la peine, dont le sursis a été révoqué, et la nouvelle sanction sont de même nature. Les conséquences de cette réglementation sont lourdes comme en témoigne le simple exemple suivant : un accusé est condamné pour tentative de viol à une peine privative de liberté de deux ans assortie du sursis. Durant la période probatoire, il se rend à nouveau coupable d'un viol (cette fois-ci exécuté), crime pour lequel le tribunal estime qu'une peine privative de liberté ferme de 4 ans doit être prononcée.<sup>27</sup>

Or, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, ce violeur aura droit à un régime sensiblement plus doux : la nouvelle loi exige en effet que la peine totale soit inférieure à la somme des deux peines individuelles. Dans la pratique, la peine totale dans l'exemple mentionné plus haut sera sans doute de 5 ans au maximum. Ainsi, le violeur récidiviste bénéficie,

---

<sup>25</sup> Criminalité et droit pénal, Panorama, OFS, 2019.

<sup>26</sup> Cf. "Strafrabatt für rückfällige Täter" (rabais de peine pour les délinquants récidivistes), Hans Mathy et Patrick Guidon, "NZZ" du 14.12.16.

<sup>27</sup> Peine totale. Wikipedia – La libre encyclopédie.

du fait qu'il a à nouveau commis un viol durant la période probatoire, d'un rabais de peine considérable, c'est-à-dire d'une réduction de la peine d'un an au moins.

Une analyse des débats parlementaires sur cette révision ne permet pas de comprendre pour quelle raison la procédure jusque-là incontestée en cas de révocation du sursis a été renversée. Il semble que l'on ait pris ce changement pour une simple modification rédactionnelle. On n'était manifestement pas conscient de l'avantage important que la nouvelle formulation offre aux malfaiteurs récidivistes.

### **Augmenter la peine maximale**

Dans son postulat 18.3531 "Réforme de la peine privative de liberté 'à vie' pour les infractions particulièrement graves" l'UDC constate ce qui suit : "L'étiquette 'peine privative de liberté ... prononcée à vie' (art. 40 al. 2, CP) est trompeuse. En effet, un détenu peut être libéré conditionnellement après dix ou quinze ans si son comportement durant l'exécution de la peine ne s'y oppose pas et s'il n'y a pas lieu de craindre qu'il ne commette de nouveaux crimes ou de nouveaux délits (art. 86 CP)." Le système actuel doit donc absolument être révisé, notamment concernant la peine privative de liberté maximale.

Le crime de Rupperswil, qui a choqué la Suisse entière (quatre personnes ont été assassinées de manière particulièrement brutale), a mis en évidence les graves défauts de la systématique pénale actuelle. Ces déficiences pourraient facilement être corrigées en appliquant la proposition de l'UDC.

Selon l'article 40 CPS, la peine maximale privative de liberté est de 20 ans, ce qui signifie en règle générale que le condamné reste en prison pendant 12 2/3 années. Une détention dite à vie peut être prononcée dans des cas particuliers, mais le condamné peut tout de même être relâché conditionnellement après 15 ans de détention.

La réglementation actuelle est peu praticable et manque même de logique. Aucun tribunal ne peut affirmer avec certitude qu'un individu est durablement guérissable ou non. C'est assumer une lourde responsabilité dans ces conditions que de considérer un homme comme dangereux jusqu'à la fin de sa vie. La décision se fonde finalement toujours sur une fiction. Il serait donc plus simple et aussi plus honnête de prononcer des peines plus lourdes en sachant que le condamné passera des décennies derrière les murs d'une prison. Une peine de 60 ans prononcée dans des affaires comme celle du Rupperswil serait aussi parfaitement acceptable du point de vue des droits de l'homme (dans d'autres pays, un tel crime aurait été puni – en cas de confirmation de la responsabilité du condamné – d'une quadruple détention à vie, si bien que le coupable aurait passé le reste de sa vie en prison).

Si on portait la durée maximale de la peine à 60 ans tout en maintenant la règle selon laquelle le condamné peut bénéficier d'une mise en liberté conditionnelle après avoir purgé les deux tiers de sa peine, on améliorerait sensiblement la situation par rapport à aujourd'hui puisque le condamné resterait en prison au moins 40 ans.

Un relèvement de la peine de détention maximale s'impose également dans la perspective de l'augmentation des attentats terroristes en Europe (attaques au couteau à Turku en Finlande et sur les ramblas de Barcelone, attaque au couteau à Hambourg commise par un requérant d'asile dont la demande a été refusée et qui était connu comme islamiste, massacre de Breivik, etc.).



**La multiplication des peines pécuniaires est inefficace et doit être corrigée.**

**Les peines pécuniaires avec sursis n'ont strictement aucun effet, si bien que cette sanction doit être supprimée.**

**S'agissant des peines privatives de liberté, les tribunaux doivent pouvoir, en l'absence d'un pronostic défavorable concernant l'accusé, prononcer non seulement des peines avec sursis, mais aussi imposer des peines assorties d'un sursis partiel sans devoir répondre à des exigences supplémentaires en termes de motivation du pronostic.**

**Le "rabais de peine" doit être supprimé.**

**La peine privative de liberté "à vie" pour les criminels dangereux doit avoir une durée adéquate, si bien que les conditions de la remise en liberté conditionnelle doivent absolument être adaptées.**

**Le délai de prescription pour les peines privatives de liberté "à vie", qui est actuellement de 30 ans, doit être supprimé en ce sens que ces peines doivent être déclarées imprescriptibles.**

**La durée maximale de la peine privative de liberté doit être portée à 60 ans.**

### **3.3. Tolérance zéro à l'égard des excès de violence qui se multiplient**

L'UDC exige que les délits de violence soient punis beaucoup plus sévèrement, notamment si ces attaques sont dirigées contre des agents de police ou d'autres fonctionnaires. Dans le droit pénal, seules des sanctions sévères ont l'effet dissuasif souhaité. Il faut donc multiplier les peines minimales afin de réduire la marge de manœuvre des juges qui se montrent fréquemment trop cléments.

Le nombre de délits de violence de gravité moyenne enregistrés par la police a augmenté de 3,7% entre 2017 et 2018, soit en particulier les voies de fait (+745 actes pénaux, +6,0%), les lésions corporelles simples (+187 actes pénaux, +2,5%), les contraintes (+179 actes pénaux, +8,7%) et la participation à une agression (+83 actes pénaux, +7,3%).

**Une intervention rapide et rigoureuse contre les délinquants violents est indiquée dans l'intérêt de la sécurité publique.**

**Les peines minimales sanctionnant les atteintes à l'intégrité physique et à la vie doivent être augmentées pour inciter les juges à prononcer des peines plus sévères.**

**Les actes pénaux graves ne doivent pas être radiés du casier judiciaire afin de mieux contrôler les récidivistes.**

**Une peine privative de liberté doit être la règle dans les cas de violences contre des agents de police, des agents d'accompagnement des trains, des fonctionnaires sociaux, etc. Les peines pécuniaires doivent être l'exception dans ces affaires.**

**Une procédure judiciaire doit être prévue pour agir contre des manifestants enclins à la violence. La justice doit pouvoir intervenir rapidement.**

### **3.4. Combattre rigoureusement la pédophilie et les mariages d'enfants**

Le canton de Zurich a enregistré environ 300 mariages de mineurs en l'espace de trois ans. Le service spécialisé pour les mariages forcés a eu connaissance en 2017 de 210 mariages de mineurs. Ces mariages n'étaient pas valables parce que, premièrement, les fiancés étaient trop jeunes pour se marier et, deuxièmement, parce que la règle de la priorité du mariage civil a été violée. Dans une réponse à une question parlementaire, le conseil d'Etat zurichois a relevé que les mariages conclus à l'étranger sont également valables en Suisse. L'autorité de poursuite pénale a déposé depuis 2013 huit plaintes en nullité de mariages. Trois d'entre elles ont été rejetées sous le prétexte que des intérêts prépondérants des mineurs étaient en jeu. Dans les autres cas, le conjoint avait entre-temps atteint la majorité. Aucun mariage n'a été invalidé entre 2015 et 2018. De l'avis de l'UDC, ces pratiques intolérables importées doivent être stoppées.

Pour combattre les mariages d'enfants, l'UDC demande que la présomption de contrainte soit admise jusqu'à preuve du contraire si la personne concernée a moins de 18 ans au moment de la conclusion du mariage ou de l'enregistrement du partenariat. En raison de l'arrivée en force de migrants provenant de cultures étrangères, la Suisse enregistre un nombre croissant de dits mariages d'enfants. Il s'agit de mariages dans lesquels l'un des conjoints – en règle générale, la femme – est mineur, ce qui est interdit dans le droit suisse. Dans de nombreux cas, la future mariée n'a même pas atteint la maturité sexuelle (âge de protection) qui est fixée à 16 ans en Suisse. Les autorités suisses sont régulièrement confrontées à des cas de ce genre.

Dans le système actuel, la seule conséquence judiciaire d'un mariage d'enfants est qu'en règle générale le mariage est invalidé. Un caractère pénal n'est donné que si l'autorité judiciaire estime qu'il y a mariage forcé. Les mineurs sont cependant faciles à influencer et se trouvent dans une situation de dépendance par rapport à leur conjoint ou à leurs représentants légaux qui ont contribué à arranger le mariage d'enfants. Pour toutes ces raisons, la justice doit admettre la présomption de mariage forcé, donc de délit pénal, lorsqu'un des partenaires a moins de 16 ans.

La limite de la punissabilité doit être fixée non pas à 18 ans, mais à 16 ans, car, d'une part, cet âge correspond à la maturité sexuelle et, d'autre part, il existe même dans notre espace culturel des régions où le mariage est permis dès 16 ans (en Ecosse, par exemple).

L'UDC exige par ailleurs la fixation d'une peine minimale d'un an pour la pornographie infantile ou la pédophilie.

<b>La justice doit admettre la présomption de mariage forcé, donc de délit pénal, lorsqu'un des partenaires a moins de 16 ans.</b>
--

### **3.5. Davantage de bon sens dans le droit de la route**

Le train de mesures intitulé "Via sicura" est entré en vigueur en 2013 en Suisse. Un de ses principaux éléments consiste à prévoir une peine de détention jusqu'à 4 ans pour les chauffards. L'UDC est également d'avis que les chauffards doivent être sévèrement punis. Cependant, cette norme excessivement rigide a aussi provoqué la condamnation de citoyennes et citoyens parfaitement honnêtes. Même si ces automobilistes n'ont menacé personne concrètement, ils sont traités par la justice comme s'ils se moquaient de provoquer des blessés ou des morts. Les circonstances dans lesquelles les excès de vitesse ont été commis ne sont souvent guère pris en considération par les tribunaux, si bien que des personnes, qui ne sont pas de chauffards et qui ne se sont jamais distingués comme tels, se retrouvent en prison à la suite d'un excès de vitesse.

Le nombre de condamnations pour violation de la loi sur la circulation routière (LCR) s'est presque multiplié par 2,5 entre 1984 et 2016 pour atteindre environ 57'600.<sup>28</sup>

Autrefois, un automobiliste fautif devait payer une amende ; aujourd'hui il est littéralement criminalisé. Depuis l'entrée en vigueur du programme Via sicura, les autorités pratiquent un authentique terrorisme des amendes et peines pécuniaires et n'hésitent pas à intervenir massivement dans la vie privée des gens. Ces agissements doivent cesser. Les automobilistes sont de toute manière déjà considérés comme les vaches à lait de l'Etat par la multitude des impôts, taxes et redevances qu'ils doivent payer.

L'UDC ne peut accepter que les automobilistes soient arbitrairement criminalisées, frappés de lourdes amendes et privés de leur permis de conduire à la moindre contravention alors que des cambrioleurs et voleurs s'en sortent avec des amendes pécuniaires accompagnées du sursis. Via sicura est pour une bonne part une absurdité légale.

**L'UDC demande que la loi sur la circulation routière ménage une plus grande marge de manœuvre (il faut notamment revenir aux amendes au lieu de prononcer systématiquement des peines pécuniaires) et que les amendes ou peines pécuniaires soient réduites lorsqu'il s'agit de citoyennes et citoyens intègres. En revanche, les vrais chauffards doivent être traités sans ménagement.**

### **3.6. Appliquer l'initiative sur le renvoi – mettre un terme aux activités des criminels et des bandes de passeurs**

Depuis la votation du 28 novembre 2010 sur l'initiative UDC "Pour le renvoi des étrangers criminels" (initiative de renvoi) la disposition suivante exigée par 52,9% des votants et 17,5% des cantons est en vigueur: "Ils (les étrangers) sont privés de leur titre de séjour, indépendamment de leur statut, et de tous leurs droits à séjourner en Suisse s'ils ont été condamnés par un jugement entré en force pour meurtre, viol, ou tout autre délit sexuel grave, pour un acte de violence d'une autre nature tel que le brigandage, la traite d'êtres humains, le trafic de drogue ou l'effraction, ou s'ils ont

---

<sup>28</sup> Criminalité et droit pénal, Panorama, p. 4 s., OFS, 2018.

perçu abusivement des prestations des assurances sociales ou de l'aide sociale." Jusqu'à ce jour cette initiative n'a pas été réellement appliquée.

En 2017, il existait en Suisse 106 établissements de privation de liberté (dont 114 en 2016 et 117 en 2015) offrant au total 7'468 places. Le jour du recensement, soit le 6 septembre 2017, 6863 places (6912 en 2016) étaient occupées. Le taux d'occupation était donc de 92%. 69% des détenus purgeaient une peine ; 24% étaient en détention préventive, 4% sous le coup d'une mesure de contrainte conformément à la loi sur les étrangers et les 3% restant étaient détenus pour d'autres raisons.

Les détenus purgeant une peine sont essentiellement masculins (94%), de nationalité étrangère (67%) et sont pour la plupart condamnés à une peine privative de liberté sans sursis. Leur âge moyen est de 34 ans.<sup>29</sup> La nécessité de renvoyer enfin les criminels étrangers est évidente face à ces chiffres.

Dans cette même thématique de l'expulsion des étrangers criminels, il faut faire preuve d'une sévérité totale à l'égard des bandes de passeurs. En particulier, la justice de mettre fin à sa complaisance excessive à l'égard des entrées ou sorties illicites, du séjour illégal et des activités professionnelles clandestines ainsi qu'à l'égard des personnes favorisant ces pratiques illégales.

**L'initiative sur renvoi doit enfin être appliquée et la volonté du peuple doit être respectée.**

**Les structures du système d'exécution des peines doivent être adaptées en prévision des besoins futurs et, si nécessaires, agrandies. Il faut aussi changer la manière de traiter les détenus : moins de thérapie et plus de travail pour participer à la réparation des dommages causés.**

**Il faut mettre un terme aux activités des passeurs, aussi dans l'intérêt des personnes qui prétendent en profiter.**

---

<sup>29</sup> Criminalité et droit pénal, Panorama, p. 6 s., OFS, 2019.